

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 07/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

G2D2

69 avenue des Frères Lumière
69730 Genay

Références : UDR-SSDAS-25-26-ACA
Code AIOT : 0003201232

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement G2D2 implanté 69 avenue des Frères Lumière 69730 Genay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G2D2
- 69 avenue des Frères Lumière 69730 Genay
- Code AIOT : 0003201232
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement G2D2 est autorisé principalement pour des activités de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux et de transit, regroupement, préparation de déchets d'équipements

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.7	Demande d'action corrective	6 mois
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.6	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
13	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.8.1	Demande d'action corrective	12 mois
14	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.8.3	Demande d'action corrective	12 mois
16	Prévention	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des risques technologiques	16/09/2022, article 5.12.3 et 5.12.2	prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
17	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.12.4 et 5.12.5	Demande d'action corrective	6 mois
18	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
20	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 7.2.2 et 7.2.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.2	Sans objet
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.3	Sans objet
4	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.7	Sans objet
6	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.5.1	Sans objet
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.2.1	Sans objet
10	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	technologiques		
15	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.11	Sans objet
19	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
21	Modification du champ de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 20 novembre 2024 a permis de relever de nombreuses non-conformités par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/09/2022.

L'inspection proposera à madame la Préfète de faire usage du L. 171-8 du code de l'environnement afin de mettre en demeure la société G2D2, de satisfaire aux prescriptions applicables dans les délais suivants :

- sous 9 mois, installation d'un dispositif de confinement et d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées
- sous 9 mois, création d'un 2ème accès sur le site pour les secours extérieurs
- sous 9 mois, installation des moyens de détection et d'extinction incendie conformément au dossier d'autorisation
- sous 9 mois, respect des emplacements d'entreposage des déchets, notamment les déchets dangereux stockés en armoires extérieures et mise en place du mur coupe-feu derrière les armoires extérieures

L'Inspection rappelle par ailleurs à l'exploitant qu'il doit respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein de certaines installations soumises à autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus

à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;

les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);

les secteurs collectés et les réseaux associés ;

les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, vannes d'obturation des réseaux...);

les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté en séance le plan des réseaux et l'a transmis à l'Inspection par courriel du 21/11/224.

Ce plan ne comporte pas l'ensemble des éléments demandés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2022, il manque :

- la légende ;
- l'orientation ;
- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation (réseau public, PI, ...) ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation ;
- le réseau eaux pluviales de toiture n'est pas distinguable du réseau eaux usées / eaux de voirie ;
- les vannes d'obturation ;
- les compteurs ;
- le(s) point(s) de rejet dans le jardin de pluie.

En outre ce plan reprend l'ensemble des réseaux ainsi que des informations sur les travaux, il serait opportun que l'exploitant produise un plan comportant uniquement les réseaux d'eau. Ce plan correspond au projet envisagé par l'exploitant pour mettre son installation en conformité par rapport à la réglementation sur la gestion des rejets aqueux d'installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes [...]

Constats :

L'exploitant a expliqué que la Métropole de Lyon imposait l'infiltration des eaux pluviales de toiture à la parcelle via un jardin de pluie, contrairement au rejet au réseau public comme envisagé dans le dossier d'autorisation de 2021.

Si l'exploitant considère cette modification notable, il doit transmettre à madame la préfète du Rhône un dossier de porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation de la modification au regard des risques et des nuisances induits

Le dossier pourra utilement comporter une validation du projet de jardin de pluie dans son ensemble (caractéristiques techniques, dimensionnement, particularités du site (captage d'eau à 300m du site, nappe peu profonde,...) par la métropole de Lyon. Le dossier comprendra également un récapitulatif des articles de l'arrêté préfectoral du 16/09/2022 à modifier et dans quelles conditions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Protection et isolement des réseaux internes à l'établissement

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système permet l'isolement du réseau des eaux de ruissellement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Le site est équipé d'une vanne guillotine une en amont du débourbeur-déshuileur permettant l'isolement du site et la mise en rétention des eaux polluées.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Le site n'est pas équipé de dispositifs de confinement et d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées. Ces installations doivent être mises en place dans le cadre des travaux sur l'ensemble des rejets aqueux de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 9 mois, l'exploitant installe les dispositifs de confinement et d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées sur le site.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions spécifiques
Prescription contrôlée : Les eaux susceptibles d'être polluées (eaux pluviales de voirie (y compris, parking et aire de lavage des contenants hors activité de lavage) et de l'aire d'entreposage des déchets) transitent par une cuve de rétention de 60 m ³ équipée d'un régulateur de débit puis par un débourbeur-déshuileur avant d'être dirigées vers le réseau communal d'eaux usées puis vers la station de traitement des eaux usées de la zone industrielle de Genay. Les eaux traitées sont enfin rejetées dans la Saône. Les eaux de lavage des contenants sont stockées dans une cuve enterrée de 3 m ³ et sont pompées et envoyées en centre de traitement agréé. Une vanne manuelle permet d'orienter le rejet vers la cuve en cas de lavage. Une procédure relative au lavage des contenants et à la gestion de la vanne orientable (cuve ou réseau d'eaux pluviales) est mise en place. Les eaux pluviales de toiture sont renvoyées au réseau communal d'eaux pluviales. Les eaux usées sanitaires sont dirigées directement vers le réseau d'eaux usées communal. Un arrêté de déversement entre G2D2 et le Grand Lyon est établi et transmis au préfet dans les 6 mois qui suivent la notification du présent arrêté préfectoral. Il n'y a aucune infiltration d'eau au droit du site (à l'exception des espaces verts) et aucun rejet direct ou indirect au milieu naturel.
Constats : Le projet présenté par l'exploitant pour la gestion des eaux du site ne correspond pas aux éléments du dossier d'autorisation. Si l'exploitant considère cette modification notable, il doit transmettre à madame la préfète du Rhône un dossier de porter à connaissance détaillant les modifications des dispositions de l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2022 (impacts sur les milieux, caractéristiques des équipements, justifications des changements envisagés, respect des VLE, ...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection l'arrêté de déversement établi par la Métropole de Lyon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets externes

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés doivent être exempts de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les points de rejet et les points de prélèvement pour analyses sont précisés sur le plan de masse. Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Pour l'analyse du point de rejet des eaux n°1, le prélèvement est à réaliser dans le regard situé en aval du séparateur, avant mélange avec les eaux sanitaires du site.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser une analyse des rejets des eaux usées industrielles sur 24h le 04/03/2024 par le laboratoire CARSO.

Ces analyses ne correspondent pas aux exigences prescrites. La localisation du point de rejet n'est pas celle requise dans l'arrêté d'autorisation et le débit n'a pas été mesuré, or ce dernier est limité à 1l/s.

Il manque les paramètres suivants :

- indice phénols
- hydrocarbures totaux
- chrome hexavalent
- cyanures
- métaux totaux
- 5 HAP
- tétrachloroéthylène
- PCB
- AOX

Par ailleurs de petits dépassements ont été constatés pour les paramètres suivants :

- MES
- dBO
- DCO
- A noter également que des concentrations importantes sur des paramètres non imposés ont été relevées, :
- azote global (150,25 mg/l)

- COT (150 mg/l)

Le deuxième point de rejet n'existant pas (eaux pluviales de toiture), les analyses n'ont pas été faites.

L'Inspection rappelle par ailleurs que les analyses sur les rejets aqueux doivent être réalisées semestriellement.

L'exploitant a procédé au contrôle des teneurs en PFAS dans les eaux usées de son site. Les analyses réalisées le 04/03/2024 par CARSO ne révèlent pas de valeur au dessus de 100 ng/l sauf pour le PFHxA avec une teneur de 177 ng/l.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous six mois, l'exploitant procède **conformément à l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2022**, à la réalisation des analyses sur les rejets aqueux pour les deux types de rejets (eaux pluviales de toiture et eaux usées/de voirie)

Le cas échéant, l'exploitant prendre les dispositions nécessaires afin de justifier et de corriger les analyses en cas de dépassement.

Les résultats seront tenus à la disposition de l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur les eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Avant la réalisation des ouvrages, l'exploitant complète et transmet au préfet le formulaire de déclaration des ouvrages à créer disponible à l'adresse suivante :
www.rhone.gouv.fr/content/download/24849/144392/file/declaration_forage_1110.pdf

Trois piézomètres (Pz1, Pz2 et Pz3) ont été réalisés les 20 et 21 septembre 2021 selon la norme AFNOR FDX-31-614, à l'ODEX (diamètre de foration : 140 mm) par la société ABYSSE sous la supervision d'un ingénieur DEKRA. Les piézomètres ont été nivelés par un ingénieur Dekra le 1er octobre 2021. Les cotes relatives du toit de la nappe en m NGF sont comprises entre 166,560 et 166,572 m. Les résultats de la mesure piézométrique réalisée le 24/09/2021 montrent que la direction locale d'écoulement des eaux souterraines au droit du site est orientée sud-est/nord-ouest différent du sens d'écoulement supposé de la nappe (en direction du sud vers la Saône).

L'exploitant s'assure du sens d'écoulement de la nappe lors des mesures de surveillance des eaux souterraines et procède à l'implantation d'un autre piézomètre afin que le site comporte 1 ouvrage aval et 2 ouvrages amont.

Constats :

<p>Par courriel du 21/11/2024, l'exploitant a transmis le diagnostic environnemental d'octobre 2021 (missions A200, A210 et A270 de la norme NF X 31-620-2) réalisé dans le cadre des travaux liés à l'implantation des piézomètres. L'exploitant devra veiller à ce que l'implantation des piézomètres soit toujours valable (1 piézomètre en amont du site et 2 en aval).</p> <p>L'exploitant a également transmis les résultats des analyses des prélèvements au droit des 3 piézomètres réalisés le 05/03/2024 par le laboratoire Carso.</p> <p>L'Inspection note que certains paramètres demandés à l'article 3.5.3 n'ont pas été mesurés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tétrachlorométhane • trichlorométhane • l'ensemble des fraction hydrocarbures <p>L'exploitant intégrera l'ensemble des paramètres demandés lors du prochain prélèvement.</p> <p>Afin de pouvoir suivre l'évolution des concentrations des différents paramètres, il serait opportun que l'exploitant mette en place un outil afin de pouvoir comparer les valeurs au fil des semestres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intégrera l'ensemble des paramètres demandés lors du prochain prélèvement.</p> <p>Afin de pouvoir suivre l'évolution des concentrations des différents paramètres, il serait opportun que l'exploitant mette en place un outil afin de pouvoir comparer les valeurs au fil des semestres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des ouvrages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, les ouvrages sont conçus, réalisés, exploités et si nécessaire comblés conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.</p> <p>En particulier, dans un délai de deux mois suivant la fin des travaux, l'exploitant communique au préfet un rapport de fin de travaux disponible à l'adresse suivante : www.rhone.gouv.fr/content/download/25449/147417/file/20161025_rapport_fin_travaux.odt</p> <p>Le cas échéant, les ouvrages détruits ou non fonctionnels sont remplacés par des ouvrages conformes aux dispositions du présent article.</p> <p>Tout forage d'une profondeur de plus de 10 m, qu'il soit domestique ou non, doit également faire l'objet d'une déclaration à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes au titre de l'article L.411-1 du Code minier.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p>

(...)
<p>Constats :</p> <p>D'après le diagnostic environnemental de Dekra d'octobre 2021, le piézomètre n°2 a été réalisé à une profondeur de 10m, l'exploitant s'assure que ce forage ne dépasse strictement pas les 10m sinon il doit donc faire l'objet d'une déclaration à la DREAL au titre de l'article L.411-1 du code minier : https://www.rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-developpement-durable-risques-naturels-et-technologiques/Eau/Forages-et-prelevements-en-eaux-souterraines/Votre-ouvrage-est-un-puits-un-forage-domestique-ou-un-ouvrage-souterrain-10-metres-de-profondeur2/Votre-ouvrage-est-un-puits-un-forage-domestique-ou-un-ouvrage-souterrain-10-metres-de-profondeur</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a constaté que le piézomètre devant le bâtiment était bien fermé mais qu'il était au ras du sol (ne dépasse pas). L'exploitant s'assurera que l'édification de l'ouvrage ne présente pas de risque pour les eaux souterraines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à madame la préfète du Rhône le rapport de fin de travaux comme mentionné à l'article 3.5.2.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant s'assurera de disposer des numéros BSS des piézomètres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque inondation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le Plan de prévention des risques inondation du Grand Lyon secteur Saône a été approuvé le 12 décembre 2006. Le site G2D2 se situe dans la zone B2 dans laquelle les établissements à enjeux forts doivent prendre en compte les effets prévisibles de la crue exceptionnelle dans leur conception et dans leur fonctionnement afin de limiter au maximum les dommages subis ou provoqués jusqu'à cette occurrence de crue.</p> <p>Le volume des contenants de déchets dangereux stockés en armoires fermées de type inflammables et solvants est limité à 1 m³.</p> <p>Une procédure précise de gestion de l'ensemble des déchets entreposés sur le site en extérieur et sous bâtiment est mise en place afin de réagir efficacement et rapidement lors de la survenue d'une crue de la Saône.</p>
Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé la procédure relative à la gestion des déchets en cas d'inondation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra produire ce document et informer l'ensemble du personnel de la conduite à tenir concernant les déchets présents sur le site en cas d'inondation. L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection les éléments justificatifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.</p> <p>Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, est apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme AFNOR X 80-070.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.</p>
Constats : <p>Dans son dossier d'autorisation, l'exploitant a présenté un plan de localisation des risques pour le bâtiment et pour la zone extérieure d'entreposage des déchets. Il serait opportun de faire un plan unique pour l'ensemble du site avec une légende.</p> <p>Les zones ne sont pas matérialisées sur le site, l'exploitant devra rapidement procéder à l'affichage et la matérialisation appropriée. Les consignes de sécurité relatives à ces risques doivent être mises en place et intégrées dans les plans de secours.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le plan de défense contre l'incendie daté du 03/09/2024 comme demandé à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif au risque incendie. Le site dispose d'un plan schématique d'intervention à destination des services d'incendie et de secours à l'entrée du bâtiment, toutefois les stockages extérieurs ne sont pas renseignés. Le plan mériterait d'être mis à jour.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ces produits sont stockés dans une armoire de sécurité (90 minutes) pour produits inflammables munie de rétention.</p> <p>Les produits dangereux propres à l'exploitation sont quelques aérosols (désinfectant, décapant, huile....), du carburant 4 temps pour petit outillage thermique, du liquide hydroalcoolique, du solvant, de la peinture, ...</p> <p>Il n'y a pas de cuve de carburant propre au site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'il tient un registre de l'état de ses stocks grâce à l'application EcoBM utilisée par les transporteurs pour le suivi des BSD. Un module stock lui permet d'extraire un état à l'instant t par rapport aux entrées / sorties de l'ensemble des déchets.</p> <p>Chaque matin, l'exploitant extrait l'état des stocks basé sur les déchets présents la veille au soir.</p> <p>L'exploitant met cet état des stocks à disposition des services d'incendie et de secours. Il faut que l'état des stocks soit celui de fin de journée plutôt que celui de la veille au soir exporté le lendemain matin.</p> <p>Il réalise par ailleurs un inventaire physique chaque début d'année, en janvier 2025, l'exploitant précise qu'il va procéder à une mise en correspondance entre l'inventaire physique et numérique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'être à l'origine d'émissions de vapeurs ou gaz toxiques, ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m², - à déterminer selon la</p>

nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m ² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté lors de l'inspection les justificatifs de contrôle du système de désenfumage.</p> <p>Les éléments transmis par courriels du 20 et 21 novembre 2024, notamment le document émis par la société Isogard sur le contrôle des extincteurs, ne permettent pas de contrôler ce point. Les commandes des trappes sont manuelles, l'Inspection rappelle à l'exploitant que ces dernières doivent être à commande automatique et manuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous trois mois, l'exploitant fait réaliser la vérification annuelle des installations de désenfumage. Sous 9 mois, l'exploitant procède à la mise en conformité des commandes des trappes de désenfumage.</p> <p>Les éléments justifiant des actions engagées sont tenus à disposition de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 12 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux accès sont présents pour les services d'incendie et de secours sur la voie publique d'accès au site (avenue des frères Lumière et rue de la Champagne). Les accès devront pouvoir être ouverts soit par un dispositif pompier soit par l'exploitant à l'arrivée des secours et seront maintenus libres. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, y compris la nuit et les week-ends. L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins deux faces, par une voie engin. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés. Cette voie engin respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant</p>

distants de 3,6 mètres au minimum ;- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment.

Constats :

Le site dispose actuellement d'un seul accès situé avenue des frères lumières, l'exploitant explique que le 2ème accès rue de la champagne sera réalisé conjointement aux travaux liés à la gestion des eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous neuf mois, l'exploitant justifie de la création du 2ème accès comme prescrit à l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2022.

L'exploitant justifie également que ces accès puissent être ouverts par un dispositif pompier si l'exploitant ne peut être présent rapidement sur le site en cas d'accident hors heures ouvrées.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 13 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant réalise sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral l'étude du risque ATEX sur son site et transmet au préfet le document relatif à la protection contre les explosions dès réception du rapport.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé l'évaluation du risque ATEX sur son site.
Il a précisé qu'elle serait faite à la suite des travaux pour la gestion des eaux notamment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D'ici fin 2025, l'exploitant réalise l'évaluation des risques d'explosion sur son site (DRPCE).
Le Bilan sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 14 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Dispositions spécifiques L'analyse du risque foudre réalisée le 29 octobre 2020 conclu à un risque tolérable. Le site doit être équipé de protection par parafoudres de niveau IV. L'étude technique réalisée le 3 février 2022 impose des travaux à mettre en œuvre. Ces travaux seront réalisés sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Par courriels des 20 et 21 novembre 2024, l'exploitant a transmis le dossier d'ouvrages exécutés relatif à l'installation des équipements de protection contre la foudre, selon les prescriptions de l'étude technique, réalisé par la société France protection foudre et datant du 21/11/2023. Les travaux ont été réalisés les 17/05/2023 et 11/09/2023. L'exploitant a également transmis la vérification initiale réalisée par RG Consultant le 27/02/2024. Ce contrôle a fait l'objet de deux réserves : - Le bâtiment extension n'est pas encore construit. Installer les parafoudres préconisés dans l'Etude Technique RGC 26 788 en respectant les préconisations lors de sa réalisation. - Le parafoudre préconisé dans l'Etude Technique RGC 26 788 est manquant, il devra être installé en respectant les préconisations de l'Etude Technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : D'ici fin 2025, l'exploitant procédera à l'installation des équipements nécessaires de protection contre la foudre et fera contrôler ces équipements. Les documents justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 15 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives au PPRT de BASF – COATEX
Prescription contrôlée : L'installation se trouve dans la zone de vulnérabilité (zones b2 et b1) du PPRT de BASF - COATEX. Le projet doit respecter l'ensemble des règles de construction du règlement du PPRT applicables en zones b1 et b2 : En zone b1 : En application du I de l'article L. 515-16 du Code de l'environnement, les bâtiments autorisés doivent garantir la protection des occupants des biens dans le respect des objectifs de performance suivants : effet de surpression : protection à un effet de 50 mbar déflagration d'une durée de 150 ms effet toxique : protection à un taux d'atténuation de 0.5 Le maître d'ouvrage devra faire réaliser une étude qui précisera les modalités techniques de

réalisation de son projet afin qu'il réponde à ces objectifs de performance. En application de l'article R. 431-16 du Code de l'urbanisme, le maître d'ouvrage devra joindre à sa demande de permis de construire une attestation certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception.

En zone b2 : les objectifs de performance sont les mêmes pour les effets de surpression et pour la réalisation de l'étude.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'Inspection les moyens mis en œuvre afin de protéger le personnel du risque toxique et de surpression induit par les ICPE voisines.

La société SOCOTEC les a assistés dans la mise en place d'un dispositif de confinement (kit de confinement, détermination de la salle de confinement, scotch pour les aérations, changement d'une porte, plastique collé sur les vitres pour éviter les projections en cas d'explosion, ...).

L'exploitant précise que le personnel a été formé à la conduite à tenir en cas d'accident relatif au risque toxique et de surpression. Les consignes sont mentionnées dans le livret d'accueil.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.12.3 et 5.12.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie [...]

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 20/11/2024 le rapport de contrôle du système de détection incendie réalisé par la société SERSI le 24/10/2023.

Ce rapport fait état de deux anomalies :

- déclenchement de l'alarme intrusion lors du passage d'un point de détection en alarme feu
- impossibilité de mesurer l'intensité de la centrale

L'Inspection rappelle que le système de détection et d'alarme incendie doit être contrôlé semestriellement et que les anomalies doivent être corrigées.

Au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral, l'exploitant devait installer :

- des RIA en nombre et en qualité adaptés aux risques
- 34 détecteurs de fumées répartis dans l'ensemble du bâtiment
- 1 caméras thermique dans la zone extérieure de stockage des déchets
- 1 système de détection automatique et d'extinction automatique dans les armoires extérieures de stockage
- 1 centrale de détection incendie avec transfert vers un prestataire de sécurité extérieure hors heures ouvrées

L'exploitant a indiqué que la centrale incendie était reportée hors heures ouvrées vers la société Sécuritas.

L'exploitant a également transmis le compte-rendu de contrôle des extincteurs de l'année 2023 réalisé par la société Isogard le 09/11/2023. Le contrôle a permis de conclure que l'installation était conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.

L'Inspection rappelle que les extincteurs doivent faire l'objet d'un contrôle annuel.

L'exploitant a par ailleurs transmis une fiche de contrôle établie par la société G.S.I concernant le poteau n°12609 et le n°6681. Le débit du 1er est de 215 m³ /h, le débit du second n'est pas connu et doit faire l'objet d'un contrôle en 2025.

Les deux poteaux ont un diamètre de 100 mm. L'article 5.12.2 imposait un poteau incendie de 150 mm et un de 100 mm. L'exploitant doit s'assurer que cet écart ne soit pas pénalisant pour la défense incendie.

Concernant le débit, le calcul du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie a conclu à la nécessité d'un débit de 60m³/h pendant deux heures. Le poteau n°12609 situé 35 rue Ampère permet d'assurer ce débit, il est localisé à 40m des premières limites de l'installation.

Enfin, concernant la présence nécessaire et le contrôle des portes coupe-feu, l'information n'est pas explicite dans le dossier d'autorisation. L'exploitant doit s'assurer auprès du bureau d'études qui a réalisé les modélisations incendie du bâtiment des hypothèses de départ de la modélisation (présence ou non de portes coupe-feu).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 9 mois, l'exploitant procède à l'installation et au contrôle de bon fonctionnement de l'ensemble des moyens de détection et extinction incendie prescrits au sein de l'établissement.
Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 17 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.12.4 et 5.12.5

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

(...)

Ces consignes indiquent notamment :

l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,

l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,

les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,

les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,

la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,

l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 20/11/2024, l'exploitant a transmis les procédures :

- de confinement en cas d'accident majeur
- de déversement accidentel
- de gestion d'un incendie

Concernant la procédure en cas d'incendie, il n'y est pas mentionné la manipulation des vannes d'isolement des milieux, la coupure d'autres utilités, l'évacuation du personnel vers le point de rassemblement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une procédure pour la gestion d'un accident hors heures ouvrées (levée de doute, accessibilité du site, fermeture des vannes,...).

Cette procédure sera tenue à disposition de l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cf. tableau</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'entrepasse pas les déchets conformément aux dispositions présentées dans son dossier d'autorisation et actées dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les armoires extérieures d'entreposage des déchets dangereux ne sont pas installées, ni le mur coupe-feu en béton prévu.</p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection a constaté que des contenants vides étaient entreposés le long du bâtiment côté ouest, la présence de 5-6 bacs contenant des DEEE entreposés en extérieur devant le bâtiment, la présence de quelques déchets dangereux dans le bâtiment, que les déchets entreposés dans le bâtiment étaient entreposés convenablement.</p> <p>L'exploitant prévoit d'organiser les stockages comme prévu à l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2022 à l'issue des travaux sur la partie gestion des eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 9 mois, l'exploitant doit mettre en place les armoires extérieures dédiées à l'entreposage de l'ensemble des déchets dangereux et installer le mur coupe-feu de cette zone. Les autres déchets seront entreposés conformément au dossier d'autorisation.</p> <p><u>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 19 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuel des déchets – GERE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>(...)</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets sur la plateforme GEREPE depuis qu'il est autorisé à exploiter.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déclarer ses émissions, transferts de polluants et déchets pour l'année 2024 dès que la plateforme GEREPE sera ouverte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 7.2.2 et 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants autorisés et interdits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cf. tableau des principaux déchets réceptionnés</p> <p>-----</p> <p>L'acceptation de tout déchet présentant l'une des caractéristiques suivantes est interdite : explosif, putrescible, fermentescible, radioactif, contaminé selon la réglementation sanitaire, déchets d'activité de soin.</p> <p>Tout déchet qui n'aurait pas des caractéristiques physico-chimiques similaires aux déchets admissibles listés à l'article sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'export issu de l'application Trackdéchets pour l'année 2024 révèle l'envoi, la réception ou le regroupement de 27 BSD spécifiques aux DASRI (déchets d'activité de soins), or ces déchets ne sont pas autorisés sur le site.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de ne recevoir sur son site uniquement les déchets autorisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle que la réception ou le regroupement de DASRI n'est pas autorisé sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 21 : Modification du champ de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2022, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification à porter à la connaissance du préfet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait de réaliser une ouverture du bâtiment sur le mur côté sud.

Cette modification devra être portée à la connaissance de madame la préfète du Rhône avant sa réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires, notamment la mise à jour des flux thermiques causés par un incendie dans cette zone.

Type de suites proposées : Sans suite